

Déclaration commune des chefs d'Etat ou du gouvernement, participant au sommet des pays industrialisés, sur la reprise économique, Williamsburg, lundi 30 mai 1983.

Nos nations sont unies dans leur attachement à la démocratie, à la liberté individuelle, à la créativité, aux valeurs morales, à la dignité humaine, ainsi qu'au développement personnel et culturel. C'est pour préserver, soutenir et répandre ces valeurs communes que notre prospérité est importante.

- La récession a fait subir une rude épreuve à nos sociétés, mais elles ont montré qu'elles avaient du ressort. Des progrès appréciables ont été réalisés au niveau des efforts visant à atténuer l'inflation et à abaisser les taux d'intérêt. Des améliorations dans la productivité ont été constatées et nous percevons maintenant clairement des signes de reprise.

- Néanmoins, le défi que les démocraties industrielles doivent encore relever est d'assurer que cette reprise se concrétise et se poursuive en vue de mettre fin à une décennie d'inflation cumulative et de résorber le chômage. Nous devons tous nous efforcer d'atteindre et de maintenir un taux d'inflation faible et d'abaisser les taux d'intérêt qui enregistrent actuellement un niveau trop élevé. Nous renouvelons notre engagement de réduire les déficits budgétaires structurels, notamment en freinant la croissance des dépenses.

- Nous reconnaissons que nous devons agir en coopération et que nous devons appliquer un ensemble équilibré de politiques qui tiennent compte et qui tirent parti des relations entre la croissance, le commerce et les finances, ceci afin que la reprise s'étende à tous les pays, aussi bien industrialisés qu'en développement.

En vue d'atteindre ces objectifs, nous sommes convenus de ce qui suit :

- 1) Nos gouvernements poursuivront des politiques monétaires et budgétaires appropriées visant à freiner l'inflation, abaisser les taux d'intérêts, intensifier les investissements productifs et multiplier les possibilités d'emploi, en particulier parmi les jeunes.

- 2) La procédure de consultation engagée à Versailles sera renforcée afin de promouvoir la convergence des résultats de nos économies et accentuer la stabilité des taux de change conformément aux orientations décrites dans une annexe à la présente déclaration. Nous sommes convenus de poursuivre des consultations approfondies sur les politiques affectant les marchés des changes et les conditions du marché. Tout en préservant notre liberté d'agir de manière indépendante, nous sommes disposés à mettre en oeuvre des interventions coordonnées sur les marchés des changes dans les cas où il est convenu que de telles interventions seraient utiles.

3) Nous nous engageons à donner un coup d'arrêt au protectionnisme, et, à mesure que la reprise se confirme, à l'écartier en démantelant les obstacles au commerce, sur les moyens de mettre en oeuvre cet engagement et de suivre son application. Nous nous attacherons à résoudre les problèmes actuels du commerce. Nous poursuivrons activement les travaux en cours au sein des accords généraux sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et de l'Organisation pour la coopération et le développement économique `OCDE`, y compris les échanges de services et de produits de haute technologie. Nous devons nous efforcer de mener à bien les négociations sur la libéralisation du commerce au sein du GATT, en accordant une importance particulière à l'intensification des échanges avec et parmi les pays en développement. Nous sommes convenus

intensification des échanges avec les pays en développement nous sommes convenus de poursuivre les consultations relatives aux propositions concernant un nouveau cycle de négociations au-sein du GATT.\

4) Nous considérons avec beaucoup d'inquiétude la situation financière internationale, notamment le poids de la dette de nombreux pays en développement. Nous nous sommes mis d'accord sur une stratégie fondée sur : des politiques efficaces d'ajustement et de développement des nations débitrices, des financements adéquats tant privés que publics, des marchés plus ouverts, enfin une reprise durable de l'économie mondiale. Nous rechercherons une ratification rapide de l'accroissement des ressources du Fonds monétaire international et des accords généraux d'emprunt. Nous encourageons une coopération plus étroite et l'échange d'informations en temps utile entre les institutions internationales, en-particulier entre le Fonds monétaire international (FMI), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et le GATT.

- 5) Nous avons invité les ministres des finances, en liaison avec le directeur exécutif du FMI, à définir les conditions de l'amélioration du système monétaire international et à prendre en considération le rôle que pourrait jouer, le moment venu dans ce processus, une conférence monétaire internationale de haut niveau.\

6) Le fardeau de la récession frappe très durement les pays en développement, et nous sommes profondément préoccupés par leur rétablissement. Il est crucial d'y restaurer une croissance économique saine tout en maintenant l'ouverture de nos marchés. Il convient de veiller tout particulièrement au maintien d'un flux de ressources adéquat, notamment d'aide publique au développement, vers les pays les plus pauvres et en faveur de la production alimentaire et énergétique, tant sur le -plan bilatéral que par le biais des institutions internationales appropriées. Nous réaffirmons nos engagements de fournir les niveaux de financement convenus pour l'Association internationale de développement `AID`. Nous accueillons favorablement l'ouverture du dialogue manifestée par les pays en développement lors des récentes conférences du Mouvement des non alignés à New Delhi et du Groupe des 77 à Buenos Aires, et nous partageons leur volonté de s'engager dans un esprit de compréhension et de coopération dans la prochaine session de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement `CNUCED` à Belgrade.\

7) Nous sommes convenus de la nécessité d'encourager à la fois le développement des technologies avancées et l'acceptation par l'opinion publique de leur rôle dans le soutien de la croissance, de l'emploi et du commerce. Nous avons pris acte du rapport du Groupe de travail sur la technologie, la croissance et l'emploi qui a été créé à Versailles l'année dernière, et nous nous félicitons des progrès accomplis dans les 19 projets de coopération des travaux concernant des projets, et nous nous réjouissons à l'avance de recevoir un prochain rapport lors de notre réunion à venir.\

8) Nous reconnaissons tous que les perspectives de l'économie mondiale bénéficieraient d'une plus grande prévisibilité et d'une moins grande volatilité des prix du pétrole. Nous sommes convenus que la baisse des prix du pétrole ne diminue en aucune manière l'importance et la nécessité de déployer des efforts en vue de conserver l'énergie, de développer des sources d'énergie alternatives économiques, de maintenir et, autant que faire se peut, d'améliorer les contacts entre les pays exportateurs et importateurs de pétrole, et, enfin, d'encourager la croissance de la production d'énergie locale dans les pays en développement qui en sont actuellement dépourvus.\

9) Les relations économiques Est - Ouest doivent être compatibles avec nos intérêts en matière de sécurité. Nous prenons note en l'approuvant du travail des organisations multilatérales qui ont au cours des derniers mois analysé et tiré des conclusions en ce qui concerne les aspects clés des relations économiques Est - Ouest. Nous invitons ces organisations à poursuivre leur travail selon les besoins.

- 10) Nous sommes convenus d'accentuer notre coopération pour la protection de l'environnement, une meilleure utilisation des ressources naturelles et la recherche en matière de santé.

- Les discussions que nous venons d'avoir à Williamsburg nous donnent un sentiment de confiance accrue dans les perspectives d'une reprise. Nous avons renforcé notre résolution de coopérer pour traiter les problèmes qui subsistent de façon à parvenir à une reprise saine et soutenue, créatrice de nouveau emplois et d'une vie meilleure pour nos peuples et pour les peuples du monde.
- Nous sommes convenus de nous rencontrer à nouveau l'an prochain et nous avons accepté l'invitation du Premier ministre britannique `Margaret Thatcher` à nous réunir au Royaume-Uni.\`Annexe à la déclaration de Williamsburg sur la reprise économique`
- Renforcement de la coopération monétaire pour la stabilité et la croissance.
- I. Nous avons examiné, à la lumière de notre expérience, les procédures définies dans l'engagement pris conjointement à Versailles l'année dernière et qui ont pour objet d'assurer une plus grande stabilité monétaire dans l'intérêt d'une croissance équilibrée et de l'amélioration de la situation économique mondiale.
- II. Dans cette perspective, nous réaffirmons notre objectif qui est de parvenir à une croissance non inflationniste des revenus et de l'emploi, ainsi que de promouvoir la stabilité des marchés des changes en appliquant des politiques visant à promouvoir une plus grande convergence des résultats économiques en la matière.
- III. Nous continuons de resserrer la coopération multilatérale avec le Fonds monétaire international au niveau de ses activités de surveillance, conformément aux procédures convenues à Versailles. Nous adoptons pour ce faire l'approche suivante :
 - A. Nous privilégions les décisions de principe à court terme qui favorisent la convergence à moyen terme des situations économiques. La perspective globale à moyen terme demeure essentielle, à la fois pour assurer que les nouvelles orientations à court terme n'entraînent pas de divergences et pour rétablir la confiance dans les milieux d'affaires et sur les marchés financiers.\
 - B. Conformément à l'accord qui s'est dégagé à Versailles, nous mettons l'accent sur les questions monétaires et financières, en tenant compte de leur interaction avec les politiques menées dans d'autres domaines. Nous tiendrons expressément compte des implications internationales de nos décisions de politique économique respectives. Les politiques et objectifs suivants feront l'objet d'un examen régulier :
 - 1. Politique monétaire. Croissance non inflationniste et contrôlée des agrégats monétaires, associée à des taux d'intérêt appropriés, afin d'éviter à l'avenir le retour de l'inflation et la remontée des taux d'intérêt, permettant ainsi une croissance soutenue.
 - 2. Politique budgétaire. Nous nous efforcerons, en recourant de préférence à une politique stricte de la dépense publique, de réduire les déficits budgétaires structurels et de tenir compte des conséquences de la politique budgétaire sur les taux d'intérêt et la croissance.
 - 3. Politique des taux de changes. Nous améliorerons nos procédures de consultation, la convergence de nos politiques et la coopération internationale, afin de contribuer à la stabilisation des marchés des changes et ce, à la lumière des conclusions qui ressortent de notre étude sur les interventions sur les marchés des changes.\
 - 4. Politiques en faveur de la productivité et de l'emploi. Tout en utilisant les signaux du marché pour prendre des décisions économiques efficaces, nous prendrons des mesures en vue d'améliorer la formation et la mobilité des travailleurs en portant une attention spéciale à l'égard du chômage des jeunes, ainsi que pour promouvoir des ajustements structurels permanents, notamment :
 - - en rehaussant la flexibilité et l'ouverture des économies et des marchés financiers £
 - - en encourageant la recherche et le développement, ainsi que la rentabilité et les investissements productifs £
 - - en poursuivant dans chaque pays des efforts d'ajustements structurels (par exemple, au moyen de politiques régionales, sectorielles, énergétiques), et en améliorant au besoin la coopération internationale dans ce sens.
- IV. Nous continuerons de procéder, ensemble et régulièrement dans ce -cadre, à l'évaluation de nos progrès, d'étudier toute action correctrice qui s'avérerait nécessaire et de réagir rapidement

aux changements significatifs.\